

Les propriétaires de centres commerciaux sont durement touchés par la récession



VALERIE BEAUREGARD

Les propriétaires de centres commerciaux vivent des moments difficiles. Des locataires font faillites, certains ne paient plus leur loyer et d'autres plient bagages sans crier gare. La situation est à ce point pénible que de nombreux commerçants n'auraient pas payé leur loyer depuis belle lurette. Les propriétaires toléreraient cette situation pour éviter de se retrouver avec plus de locaux vides qu'occupés.

Dans sa revue du marché immobilier canadien de 1991, Royal LePage dit qu'il y a tant de locaux inoccupés que certains propriétaires ont dû réduire les loyers ou en reporter la perception, afin d'aider leurs locataires.

Chez Cadillac Fairview, propriétaire des «Centres à la mode», le vice-président, Location pour l'est du Canada, M. Normand Blouin, rétorque toutefois que cette hypothèse est «complètement débile et ridicule. Chez Cadillac Fairview, on ne permet pas qu'un locataire ne paie pas son loyer juste pour que le centre ait l'air occupé».

Il reconnaît, cependant, s'être exceptionnellement entendu avec des locataires qui connaissent des problèmes de liquidités.

Pour Raymond Sirois, vice-président régional d'Investissements Morguard, «tous les propriétaires sont plus accommodants. C'est un partenariat qu'on vit. Si un marchand réussit, le propriétaire réussira lui aussi».

Certains locataires tentent de profiter de la situation en ne payant pas leur loyer. Sylvain Vincent, du cabinet d'experts-comptables Ernst & Young, est catégorique: «Si un commerçant ne paie pas son loyer, on engagera des poursuites contre lui». Ernst & Young assure la gestion du Centre Eaton à la demande des banquiers du propriétaire York-Hannover, qui en ont pris possession à la mi-mars.

Selon M. Vincent il existe trois catégories de locataires.

— Il y a ceux qui sont carrément insolubles et qui ont arrêté tous leurs paiements. Certains ont même abandonné leur magasin sans faire de bruit, ceux qu'il appelle les «midnight express».

— Il y a ceux qui paient encore mais qui ont besoin d'un peu d'aide pour traverser une période plus difficile.

— Finalement, il y a ceux qui paient sans causer de problèmes comme les Aldo et les San Francisco.

Le Centre Eaton est actuellement loué à 65 p. cent mais Sylvain Vincent croit que l'achèvement du tunnel devant relier le centre à la Place Ville-Marie, d'ici à la fin de l'année, devrait donner un bon coup de main.

Nouvelles tendances

Royal LePage attribue les taux d'inoccupation élevés dans le secteur du détail à la surabondance de nouveaux espaces commerciaux depuis 1989 et 1990.

Mais il y a plus. Les centres commerciaux qui étaient si populaires depuis trente ans se font maintenant voler la vedette par les magasins de style «entrepôt» comme Club Price ou ceux qui focalisent leur clientèle comme Toys «R» US, Club Biz (fournitures de bureau) ou Club Ultima (linge de maison et articles de voyage), ce que les Américains appellent des *category killers*.

«Ces nouveaux types de magasins et les centres commerciaux à ciel ouvert (*strip centers*) sont en train de faire aux centres commerciaux ce que ceux-ci ont fait au centre-ville au début des années 60», affirme M. Phil Lichtsztral, associé du bureau de comptables Richter, Usher & Vineberg (RUV).

M. Lichtsztral, qui dirige le groupe de spécialistes du secteur du détail RUV, fait aussi remarquer que les gens qui magasinent chez Club Price dépensent plus que lorsqu'ils vont chez Steinberg ou Provigo. Leur revenu disponible pour d'autres emplettes est donc réduit.

Une étude que publiait le magazine américain *Barron's* au mois de mars révèle que les



Le Centre Eaton qui ouvrait ses portes à l'automne 1990 a été saisi par ses banquiers cet hiver. Les anciennes Terrasses comptent depuis leur nouveau départ un nombre élevé de locaux inoccupés.

consommateurs passent beaucoup moins de temps qu'auparavant dans les centres commerciaux. Alors qu'une personne s'y rendait deux fois par mois en 1980 et visitait en tout sept magasins, en 1990, elle n'effectuait que deux visites et n'entrait que dans 3,5 magasins.

Non seulement allons-nous moins souvent au centre commercial, lorsqu'on s'y rend, on ne s'y promène plus de longues heures comme avant. En dix ans, le nombre d'heures passées dans un centre commercial est passé de 12 à quatre.

Les gens n'ont plus le temps de magasiner comme avant, explique Phil Lichtsztral et lorsqu'ils ont besoin de quelque chose, ils se rendent là où ils sont certains de trouver. «Nos clients qui sont détaillants nous disent que tous les centres se ressemblent, que la marchandise est partout pareille. Avant que les choses changent, les promoteurs de centres commerciaux vont en voir des dures», prédit-il.

Dans *Barron's*, l'analyste David Shulman, de Salomon Brothers, affirme que 10 p. cent des 1800 centres commerciaux construits en banlieue aux États-Unis disparaîtraient au cours des prochaines années.

Choisir ses détaillants

Pour traverser cette période difficile, Phil Lichtsztral croit que les propriétaires de centres commerciaux devront faire preuve d'imagination et se concentrer sur les détaillants qui savent attirer une clientèle. Désormais, on se rendrait au centre commercial parce que s'y trouve un magasin auquel on est attaché.

Certains, comme les chaînes québécoises San Francisco ou America, valent le détour aux yeux de plusieurs consommateurs tout comme des leaders américains dans ce domaine comme The Gap et The Limited. Mais il faut encore plus de détaillants comme ceux-là pour ramener les consommateurs au centre commercial.

Le succès de The Gap au Canada, qui récemment faisait une entrée remarquée à Montréal avec sa formule «beau style, bonne qualité et bonne valeur», est encourageant pour les propriétaires de centres commerciaux. Phil Lichtsztral croit que d'autres chaînes américaines pourraient bientôt suivre son exemple.

SUITE A LA PAGE F 2

INDICES

MONTRÉAL

1751,86
(-17,45)
(-0,98%)

TORONTO

3349,69
(-21,78)
(-0,64%)

NEW YORK

3324,46
(-24,15)
(-0,72%)

DOLLAR CANADIEN

84,25¢
(stable)

OR (N.-Y.)

336,90\$
(-1,80%)

À L'INTÉRIEUR



Michael Wilson

■ Le Canada et le Japon ont convenu hier à Tokyo de conjuguer leurs efforts pour parvenir à une conclusion satisfaisante aux pourparlers du GATT sur le commerce international.

Page F 3



Kozo Watanabe

Claude Picher

Les vingt millions de Monsieur le Maire

Ainsi donc, la Ville de Montréal est à sec. Le maire Jean Doré a déjà averti ses concitoyens: pour arriver à boucler son budget, la Ville doit réaliser des compressions de 20 millions. Les autorités municipales doivent annoncer le détail de ces restrictions au début de la semaine prochaine.

Tout le monde comprend, évidemment, que la conjoncture économique est difficile, que l'argent ne rentre pas aussi facilement que prévu dans les coffres de la Ville. Et comme les municipalités n'ont pas le droit de créer des déficits (fort heureusement, d'ailleurs), l'administration Doré-Cousineau n'a guère d'autre choix que de sabrer dans les services.

Sans doute les Montréalais aimeraient-ils sympathiser avec le maire et ses problèmes. C'est beaucoup leur demander. Ceux qui suivent l'évolution des finances municipales depuis quelques années savent que l'administration Doré est en grande partie responsable de ses propres maux.

Le dernier budget de l'administration Drapeau-Lamarre, celui qui couvrait l'année 1986, faisait état de dépenses de 1,374 milliard. Le budget de 1992, le

sixième présenté par l'administration du RCM, porte ces dépenses à 1,875 milliard. Cette hausse de 500 millions est supérieure à la progression de l'indice des prix à la consommation.

Entre 1986 et aujourd'hui, les prix ont augmenté de 28 p. cent. Si l'administration Doré s'en était tenue à augmenter ses dépenses au même rythme que l'inflation, le budget de 1992 ne parlerait pas de dépenses de 1,875 milliard, mais de 1,758 milliard. La différence est de 117 millions. Oui, oui, cent dix-sept, pratiquement six fois plus que les 20 millions qu'elle cherche désespérément à récupérer aujourd'hui en fermant les bibliothèques et les piscines!

En se disciplinant davantage pendant les années de vaches grasses, l'administration disposerait aujourd'hui de toute la marge de manoeuvre nécessaire pour faire face aux temps difficiles sans toucher aux services qu'elle a encore les moyens d'offrir aux Montréalais. Et le mot discipline est bien gros. Cette marge de manoeuvre de 117 millions, l'administration aurait pu l'accumuler, comme nous l'avons vu, par la simple indexation de ses dépenses; autrement dit, sans la moindre compression, sans la moindre

mise à pied, sans la moindre réduction de service, sans la moindre augmentation de taxes en dollars constants.

Où est allé tout cet argent?

Mais comment donc l'administration a-t-elle fait son compte pour dépenser autant? Où est donc allé tout cet argent?

Les dépenses d'administration sont en grande partie responsables. Entre 1986 et 1992, ces dépenses, qui constituent le gras dans lequel il faudrait d'abord couper avant de penser à supprimer les services aux citoyens, ont presque doublé, passant de 116 à 212 millions.

Le citoyen ordinaire a bien du mal à percevoir de façon tangible les bienfaits de ces dépenses, et pour cause: elles concernent surtout les dépenses du Conseil municipal, de ses commissions et des comités-conseils d'arrondissement, les affaires publiques, le contentieux, le service du personnel, les voyages, la gestion du courrier, des édifices municipaux, des stocks, des archives, de l'équipement.

Même si tout cela semble bien loin, vous serez sans doute content de savoir, à titre de contribuable, que les dépenses

directement reliées au Conseil municipal, c'est-à-dire, d'abord, les salaires, dépenses, et autres avantages accordés aux élus municipaux, ont augmenté de 117 p. cent sous l'administration du RCM, pour friser aujourd'hui les 10 millions. Comme quoi l'exemple vient de haut.

Lorsque vous vous cognerez le nez sur la porte close de votre bibliothèque, vous pourrez toujours vous consoler en pensant que les dépenses d'administration de la Ville canalisent, entre autres, plus de 3,4 millions aux fonctions «affaires internationales, protocole et accueil» en 1992; prestige international oblige, ce chiffre représente une hausse de 74 p. cent, uniquement sur 1991.

Les dépenses augmentent dans certains secteurs, diminuent dans d'autres, demeurent stables ailleurs. Mais il est clair que la flambée des dépenses d'administration est lourdement responsable de la hausse importante des dépenses de la Ville depuis six ans.

Population plus pauvre

Si la population de Montréal avait augmenté en conséquence, la hausse aurait été justifiée. Mais non. À quelques

poussières près, Montréal compte exactement la même population qu'il y a six ans. La grosse différence, c'est que cette population est beaucoup plus pauvre (en partie à cause de la catastrophique politique d'habitation du RCM, qui a littéralement stimulé pendant cinq ans l'exode vers la banlieue des ménages les plus dynamiques). Quoiqu'il en soit, l'évolution démographique de la population montrealaise ne justifie aucunement que l'on ait engraissé les dépenses d'administration au point de les doubler.

Peut-être, alors, les services de nos fonctionnaires et de nos élus étaient-ils si mauvais, avant l'arrivée du RCM au pouvoir, qu'il fallait de toute urgence injecter des dizaines et des dizaines de millions de taxes pour les améliorer? Hmm... disons que sur ce point, entre deux rues sales et trois nids de poules, je laisse les Montréalais juger si la Ville leur en donne plus pour leur argent.

Le plus ironique, c'est que la contribution de la Ville aux fêtes du 350^e joue justement dans les 20 millions. Aux contribuables écrasés, égorgés et exsangues, on demande maintenant d'avoir l'esprit à la fête? C'est bien ça? Torvisse...

GATT: le Canada et le Japon conjuguent leurs efforts pour arriver à une entente

d'après PC
TOKYO

Le Canada et le Japon ont convenu hier de conjuguer leurs efforts pour parvenir à une conclusion satisfaisante aux pourparlers du GATT sur le commerce international.

Mais le Japon s'est rebiffé quand le Canada lui a demandé de réduire ses tarifs douaniers sur le porc, le poisson et les produits forestiers.

Le ministre japonais de l'Agriculture, Masami Tanabu, avec lequel s'est entretenu le ministre canadien du Commerce extérieur, Michael Wilson, a refusé de s'engager en ce sens, faisant valoir qu'un grand nombre de Japonais dépendent de ces produits pour leur subsistance.

Avant son départ pour le nord du Japon, où il prendra part à une réunion des ministres du Commerce des nations les plus industrialisées, le ministre Wilson a rendu visite, hier, au premier mi-

nistre japonais Kiichi Miyazawa et au ministre japonais du Commerce, Koza Watanabe.

Selon les porte-parole nippons, le Canada et le Japon travailleront de concert pour bloquer une proposition à l'étude aux négociations sur le commerce mondial, en vue de remplacer des barrières non-tarifaires — comme les interdictions d'importer — par des tarifs douaniers qui seraient graduellement abolis.

M. Miyazawa a expliqué que le Japon s'oppose à cette mesure parce qu'elle obligerait éventuellement à lever la prohibition de l'importation de riz.

Le Canada, pour sa part, y est réfractaire parce qu'elle attaquerait sa capacité de contrôler et de régulariser la production et la commercialisation de ses produits agricoles.

L'actuelle ronde des négociations d'un nouvel accord du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dominera les échanges des ministres du Commerce du Canada, du Japon, des États-Unis et de la Communauté européenne à Kitashiohara, une station de villégiature sise à environ 200 kilomètres au nord de Tokyo.

Sceptique

Le ministre Wilson est apparu sceptique sur les chances que les ministres présents parviennent à briser l'impasse sur la question controversée du commerce des produits agricoles.

Les pourparlers destinés à régulariser le commerce mondial auraient dû se terminer en décembre 1990, mais ils achoppent sur le conflit opposant principalement la CE et les États-Unis

quant à la façon de réduire les subsides aux agriculteurs.

À ce sujet, M. Wilson a informé le ministre Tanabu qu'il continuerait de demander une réduction substantielle des subventions à l'exportation agricole.

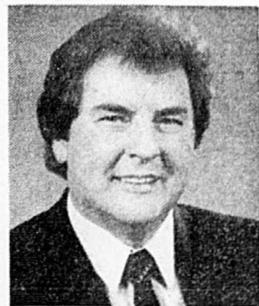
Les pourparlers du week-end entre ministres du Commerce porteront autant sur les questions globales que bilatérales. Mais il est peu probable que le litige canado-américain sur la surtaxe douanière imposée par les États-Unis sur les importations de Honda fabriquées au Canada figure à l'ordre du jour.

Le sous-ministre au commerce international, Don Campbell, a indiqué que le Japon appuyait vigoureusement la position canadienne selon laquelle les Honda et les autres véhicules japonais manufacturés au Canada sont conformes aux exigences de contenu local prévues par l'accord de libre-échange canado-américain.

INRS
LA FORCE DE LA SCIENCE



Henri Pépin
Directeur du centre INRS-Énergie et Matériaux (Varenes)



Gilles Y. Delisle
Directeur du centre INRS-Télécommunications (Ile-des-Soeurs)

L'Institut national de la recherche scientifique est heureux d'annoncer la nomination de M. Henri Pépin à la direction du centre INRS-Énergie et Matériaux (Varenes) et celle de M. Gilles Y. Delisle, à la direction du centre INRS-Télécommunications (Ile-des-Soeurs).

Professeur à l'INRS-Énergie et Matériaux, M. Henri Pépin assumait au moment de sa nomination, la coordination du programme plasmas-matériaux. Entré en fonction au Centre en 1971 à titre de professeur adjoint, il est nommé professeur agrégé en 1973, puis professeur titulaire en 1978. Auparavant, M. Pépin a occupé les fonctions d'attaché de recherche (1968-1969), puis de professeur adjoint (1969-1971) au Département de physique de l'Université de Montréal. Il a également travaillé en France, à titre d'ingénieur pour l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (1963-1968). M. Pépin est membre de plusieurs associations scientifiques. Il a aussi participé à de nombreux comités, est coauteur de plus d'une centaine de publications et a été directeur ou codirecteur de thèse d'une vingtaine d'étudiants diplômés.

La contribution de M. Pépin a entraîné des développements scientifiques et financiers importants pour le Centre, notamment par son rattachement au Réseau de centres d'excellence en microélectronique (MICRONET). De plus, son leadership a conduit au développement d'activités scientifiques majeures dans le domaine des interactions laser-matière et de la lithographie X, un secteur de recherche de pointe.

M. Pépin est directeur du centre INRS-Énergie et Matériaux depuis le premier avril 1992. Il préside ainsi au développement de domaines de recherche hautement prioritaires pour l'économie québécoise.

M. Gilles Y. Delisle est professeur au Département de génie électrique de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, et président de l'ACFAS pour l'année 1991-1992. Il a obtenu son agrégation à l'Université Laval en mai 1976, et est devenu professeur titulaire en juin 1980. Il a occupé tour à tour les fonctions de directeur adjoint du Département de génie électrique (juillet 1975 - août 1977), directeur du Département de génie électrique (septembre 1977 - août 1983), directeur du Laboratoire de radiocommunications et du traitement du signal (juin 1982 - juin 1984), adjoint au vice-recteur aux affaires professorales et étudiantes (août 1983 - juin 1984) et vice-doyen au Développement et Transfert technologique (juin 1989 - juin 1991).

M. Delisle s'est impliqué dans plusieurs associations et son expertise a été fortement sollicitée par différents organismes nationaux et internationaux. Il est coauteur de plus de cent trente publications et a agi comme directeur de thèse de plus de quarante étudiants diplômés.

Récipiendaire du Prix J.-Armand-Bombardier pour l'innovation technologique, il est également coinventeur d'un radar utilisé à des fins pédagogiques et détiert, avec trois autres chercheurs, des brevets aux États-Unis et dans la Communauté économique européenne. Cette invention lui a d'ailleurs valu le Prix d'excellence du Canada, catégorie "Transfert de technologie", en octobre 1986 et le 1990 Worlddidac Gold Award à Genève en Suisse, pour le produit le plus innovateur techniquement à l'échelle mondiale.

À compter du premier juin prochain, il assurera la direction du centre INRS-Télécommunications et contribuera ainsi au développement d'un secteur de recherche d'avant-garde.

Norsk-Hydro: décisions reportées au 19 mai

Presse Canadienne

Deux décisions sur les prétendues pratiques commerciales inéquitable du producteur québécois de magnésium Norsk-Hydro ont été reportées au 19 mai à cause de nouvelles complications survenues dans l'étude du dossier, a indiqué hier un enquêteur du département du Commerce des États-Unis.

La compagnie, qui obtient de l'électricité à rabais d'Hydro-Québec, selon une entente controversée dont bénéficient également les 12 producteurs d'aluminium de la province, a déjà été la cible de deux droits préliminaires imposés par le département américain du Commerce.

Une première pénalité a été imposée en décembre dernier.

Norsk a alors été frappée d'un droit compensateur de 32,8 p. cent, parce que les enquêteurs américains avaient jugé qu'elle recevait du gouvernement québécois une subvention camouflée par le biais de l'entente qui lui permet de payer seulement 60 p. cent du taux industriel de l'électricité en vigueur.

Puis, en février dernier, le département du Commerce a imposé un autre droit de 32,7

p. cent pour dumping. Les enquêteurs avaient affirmé que Norsk vendait son magnésium aux États-Unis à un prix artificiellement bas.

À ce moment-là, Norsk avait admis que les deux droits, représentant en tout 66 p. cent, pouvaient passablement réduire sa capacité de vendre ses produits aux États-Unis et pourraient mettre en péril ses investissements au Québec.

Garanties

Le département du commerce a alors ordonné aux clients américains de Norsk — qui achètent presque tout le minéral produit à l'usine de Norsk, à Bécancour — de déposer des garanties avec leur promesse de payer les droits lorsque les conclusions préliminaires auraient été confirmées.

Après avoir été reportée une première fois, la décision finale devait être rendue lundi prochain.

Mais, vendredi, un des enquêteurs, à Washington, a déclaré qu'elle avait été reportée de nouveau, cette fois au 19 mai.

« Nous voulons adapter la décision relative à Norsk-Hydro, au Québec, à une plainte contre la maison mère de Norsk-Hydro, en Norvège », a déclaré M. Roy Malmrose.

GESFOR POIRIER & ASSOCIÉS INC.

Cours de formation sur la gestion et l'enlèvement sécuritaire de l'amiante selon le Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6

Présenté par: Monsieur Raed Kassawat
Durée: Deux jours et demi
Coût: 450 \$ par personne

Pour de plus amples informations, contactez-nous:

Tél.: (514) 374-9655
Fax: (514) 374-4156

ENAP

LE CARREFOUR UNIVERSITAIRE
DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SUPPLÉMENTAIRES

SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT
OFFERTES

À QUÉBEC

LE TABLEAU DE BORD DE GESTION
26-27-28 mai 1992

- Techniques de base dans le développement d'un système de contrôle en gestion.
- Votre tableau de bord de gestion.
- Intégration de ces connaissances dans votre milieu de travail.

À MONTRÉAL

CONCEPTS ET ABSOLUS EN GESTION
DE LA QUALITÉ GLOBALE
26-27-28 mai 1992

- La normalisation comme indicateur de qualité.
- L'implication des ressources dans la solution des problèmes.
- Le concept client-fournisseur.
- Les composantes du service au client.
- L'analyse des processus.
- La gestion transfonctionnelle.

Renseignements et formulaire d'inscription:
Ginette Jobin — Québec — (418) 657-2485
Laurette Gouin — Montréal — (514) 522-3641



Université du Québec
École nationale d'administration publique

Brunch annuel au Grand Salon de l'Hôtel Bonaventure Hilton de Montréal



L'Honorable
Jean Chrétien, c.p.

s'adressera aux
Québécois et Québécoises
à l'occasion d'un
brunch-bénéfice
du Parti libéral du Canada
le dimanche, 3 mai prochain
à 12h00
Pour réservation signalez le
(514) 866-2966

LA COMPAGNIE DE CHEMIN
DE FER DE JONCTION
DE NAPIERVILLE

Avis aux actionnaires

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de La Compagnie de chemin de fer de jonction de Napierville se tiendra à la gare Union, 65, Front Street West, Toronto, Ontario, au bureau 339, le mardi 26 mai 1992, à 9h15, pour présenter le rapport du conseil d'administration, élire les administrateurs, nommer le vérificateur de la Compagnie et examiner toutes les questions dont elle pourra être saisie.

PAR ORDRE DU CONSEIL

Le secrétaire intérimaire
G. A. Feigel
Montréal (Québec), le 26 mars 1992.

En association avec les Québécois.

Commercial Union et son réseau
de courtiers indépendants fournissent
à la société québécoise un service attentif
et soucieux des gens depuis plus
de 129 ans.



M. Jean-Guy Sirois, directeur provincial de Commercial Union, présente un chèque de 1 000 000 \$ à Soeur Thérèse Couture, economiste de la communauté.

L'incendie regrettable qui a détruit, le 7 avril dernier, les bâtiments historiques appartenant à la Communauté des Soeurs de la Présentation de Marie, à Saint-Hyacinthe, a fourni à Commercial Union et aux courtiers indépendants qui lui sont associés, l'occasion de démontrer, encore une fois, leur souci d'offrir un service de qualité.

On voit ici M. Jean-Guy Sirois, directeur provincial de Commercial Union, présenter, quelques jours après le sinistre, un premier chèque de 1 000 000 \$ à Soeur Thérèse Couture pour que la reconstruction puisse commencer.

Plusieurs autres millions seront versés ultérieurement de manière à ce que cet

établissement privé d'enseignement réputé pour jeunes filles ainsi que les nombreuses autres oeuvres de la communauté puissent de nouveau servir la population.

Le contrat d'assurance qui permettra la reconstruction des bâtiments a été émis par Dupuis, Parizeau, Tremblay Inc. de Montréal.



COMMERCIAL UNION CANADA
Bureau 900, Place Canada Trust
999, de Maisonneuve Ouest
C.P. 1000, Succursale «B»
Montréal (Québec) H3B 4G2
Tél.: (514) 982-6250

Associée aux courtiers d'assurance
indépendants depuis 1863.

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table with multiple columns showing option prices for various stocks and indices, including columns for 'Option et prix', 'Mai', 'Juin', 'Juillet', 'Août', and 'Septembre'.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table listing stock prices for various companies in Toronto, including columns for 'Ventes', 'Achats', and 'Net'.

VALEURS DES ACTIFS

Table listing asset values for various funds, including 'Fonds Croissance Quebec' and 'Quebec Growth Fund Inc'.

INDICES SUR OPTIONS STANDARD & POOR À CHICAGO

Table showing index values for Standard & Poor options in Chicago, including columns for 'Option et prix', 'Mai', 'Juin', 'Juillet', 'Août', and 'Septembre'.

NOMINATION SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES. Advertisement for the nomination of Ian A. Bourne as president of the Canadian Postal Society.

Advertisement for Poste Mail, featuring a portrait of Ian A. Bourne and text about his nomination and background.

VENTE HABITS SUR MESURE GIANTONIO. Advertisement for a custom clothing store, featuring a photo of a man in a suit and contact information.

LE SYMPOSIUM INTERNATIONAL JUSTE POUR LE CLIENT. Advertisement for a symposium on client service, held at the Hotel Le Meridien in Montreal.

LES VINGT-TROIS CONFÉRENCIERS. Advertisement listing 23 speakers for the symposium, including Pierre Bisailon, Jim Cole, and Claude Hill.

INSCRIVEZ-VOUS SANS TARDER, TÉLÉPHONEZ AU (514) 861-7000. Advertisement for the symposium registration, including details on fees and the guarantee of satisfaction.

super vente 25^e Anniversaire Rabais de 1 000 \$ à 5 600 \$. Advertisement for Concordia Auto Ltée, featuring a photo of a 2000 Chrysler GTX 1992 and a price of 12,299\$.

UQAM L'université actuelle. Advertisement for UQAM's environmental studies program, highlighting professional training and practical experience.

Que feront vos enfants cet été? Advertisement for Trinity College School, offering an English immersion program for children in Toronto.

Information

Ville de Montréal

Assemblée du Conseil

La prochaine assemblée du Conseil aura lieu le lundi 11 mai 1992, à 19 h.

L'hôtel de ville de Montréal est situé au 275, rue Notre-Dame Est (métro Champ-de-Mars).

Commission permanente de l'aménagement et de l'habitation

Objet: Consultation publique sur la révision du Code du logement et de ses modalités d'application

Calendriers des activités:
Audience publique, le mercredi 29 avril 1992, à 19 h
Audience publique, le jeudi 30 avril 1992, à 9 h et 13 h

Toutes ces assemblées auront lieu à la Salle du Conseil municipal Hôtel de ville 275, rue Notre-Dame Est

La proposition de révision du Code du logement de la Ville de Montréal vise à remplacer une réglementation désuète par une nouvelle, fondée sur l'équilibre entre la qualité de l'habitation et son coût. La proposition comporte trois volets:

la révision des normes d'habitation pour qu'elles assurent les conditions essentielles de sécurité et de salubrité, et qu'elles soient adaptées au parc existant;

la révision des modalités d'application de façon à exercer un contrôle plus efficace du parc résidentiel, à faciliter la tâche aux propriétaires disposés à effectuer les travaux requis, et à assurer le contrôle des infractions afin que les déficiences dépistées soient effectivement corrigées;

la mise en place de programmes d'information et de sensibilisation aux dispositions du Code du logement pour en faciliter l'application, promouvoir l'entretien préventif, et favoriser la prise en charge de la qualité de l'habitation par les locataires et les propriétaires.

La documentation relative au processus de consultation publique de la Commission peut être consultée dans les bureaux Accès Montréal ou, être obtenue - sur demande - au Bureau des commissions et des comités du Conseil.

Par ailleurs, les personnes et les représentants d'organismes désirant faire une présentation (avec ou sans mémoire écrit) lors des audiences publiques doivent s'inscrire avant le 20 avril 1992 auprès du

Bureau des commissions et des comités du Conseil
85, rue Notre-Dame Est
Bureau R-200
Montréal H2Y 1B5

Téléphone: 872-2880
Télécopieur: 872-9964

Le 25 avril 1992

Le greffier de la Ville,
Léon Laberge



Le G7 invité à réaliser d'autres efforts pour stimuler la croissance

Reuter
WASHINGTON

■ Les États-Unis vont demander à leurs alliés du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) de nouveaux efforts pour stimuler la croissance de l'économie mondiale.

Mais ils semblent avoir assoupli leur attitude à l'égard de l'Allemagne, qui reste ferme sur le plan de la rigueur.

Les responsables américains espèrent convaincre leurs partenaires du G7 demain à Washington que le moment est venu de modifier l'orientation de leur politique économique et de passer de la lutte contre l'inflation à la stimulation de la croissance.

« Nous espérons un changement de la politique du G7 », a déclaré un haut responsable économique américain, qui a tenu à garder l'anonymat.

L'effondrement de la bourse de Tokyo, la faiblesse de la reprise en Europe et les inquiétudes persistantes concernant la reprise aux États-Unis ont ravivé les craintes d'une nouvelle récession mondiale.

Le Fonds monétaire international (FMI) a fortement réduit ses prévisions sur la croissance mondiale, en tablant sur un taux de 1,4 p. cent en 1992, contre une prévision antérieure de 2,8 p. cent. Le FMI prévoit cependant un forte reprise en 1993.

L'administration Bush est d'autant plus sensible à cette question

que la faiblesse de la reprise dans le reste du monde pourrait compromettre le redressement de l'économie américaine, et avec lui les chances de réélection du président en novembre.

Depuis plus d'un an déjà, les États-Unis s'efforcent de convaincre les autres membres du G7 — Allemagne, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon — sans trop de succès.

L'aide à la CEI

Ils reviendront à la charge demain lors d'une réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales organisée en prélude aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Washington invoque également les besoins économiques des pays de l'ancien bloc soviétique pour affirmer la nécessité d'accélérer la croissance dans les pays industrialisés.

« Une plus forte croissance mondiale sera (...) indispensable pour aider le passage de l'Europe de l'Est et des nouveaux États (de la CEI) à une économie de marché », a déclaré jeudi le sous-secrétaire au Trésor, David Mulford.

Le Japon devrait être le pays le plus réceptif aux arguments américains. Des mesures de relance ont déjà été annoncées, il y a un peu plus d'un mois, mais l'approche des élections à la Chambre haute japonaise, en juillet, devrait inciter Tokyo à en faire davantage.

AVIS DE NOMINATION



La Société de l'île Notre-Dame, réunie en assemblée générale le 16 avril dernier, a élu **Me Diane Chartrand, LL.L.**, avocate associée au cabinet Barron, Caron, Chartrand, Tourangeau, au poste de présidente du conseil d'administration de la Société.

Me Diane Chartrand œuvre dans le domaine de la pratique du droit corporatif, commercial, litige et familial depuis 1976.

Me Chartrand est également active au sein de la Société de l'île Notre-Dame depuis quatre ans, ayant précédemment occupé les fonctions de membre du conseil d'administration et de présidente du comité des concessions.

Me Chartrand exerce également les fonctions de secrétaire du conseil d'administration de l'Association des femmes d'affaires du Québec et professeure à l'École du Barreau du Québec.

La Société de l'île Notre-Dame est une corporation à but non lucratif qui œuvre dans le domaine du loisir et a le mandat de gérer, animer et rendre accessible à la population de la grande région métropolitaine les installations du Parc des Îles.



Parc des Îles
Société de l'île Notre-Dame

VIVRE MONTRÉAL ET EN PARLER

TROIS ÉTAPES FACILES POUR BIEN CHOISIR VOTRE PRÊT HYPOTHÉCAIRE:



LISEZ CECI.

COMPAREZ.

RENDEZ-VOUS À LA CAISSE.

Vous aurez beau chercher ailleurs, courir à droite et à gauche... Le meilleur prêt hypothécaire, vous le trouverez à la caisse populaire Desjardins. Un point, c'est tout.



LE PLUS SOUPLE

- possibilité d'effectuer sans frais un ou plusieurs remboursements par anticipation, jusqu'à 15 % de votre emprunt initial, chaque année
- une fois par année, vous pouvez accroître vos paiements périodiques jusqu'à 100 %
- choix de termes de 6 mois à 5 ans, à des taux concurrentiels
- renouvellement de votre prêt en tout temps*



TRANSFERT SANS FRAIS

- si votre hypothèque arrive à échéance avant le 3 juillet 1992, vous pouvez la transférer à la caisse populaire Desjardins sans frais de demande ni frais légaux
- remboursement des frais d'acquisition que pourrait exiger votre ancien établissement financier, jusqu'à concurrence de 150 \$**



LE PLUS SÛR

- la Protection propriétaire exclusive à la caisse populaire Desjardins vous protège des effets éventuels d'une importante hausse des taux d'intérêt
- jusqu'au 30 juin 1992, en adhérant à l'Assurance-prêt Desjardins, vous obtenez l'assurance-invalidité gratuitement pour la première année



1 an, Prêt fermé, Taux fixe sujet à changement

Toutes les conditions ci-dessus sont offertes dans les caisses populaires participantes affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec, et s'appliquent aux hypothèques de 4 logements et moins.

* Le prêt hypothécaire Desjardins peut être renouvelé en tout temps moyennant une indemnité. ** Pour les prêts hypothécaires échus avant le 3 juillet 1992.



La caisse populaire Desjardins



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Le Canada a la meilleure qualité de vie au monde!

Selon qui? Les Nations Unies.



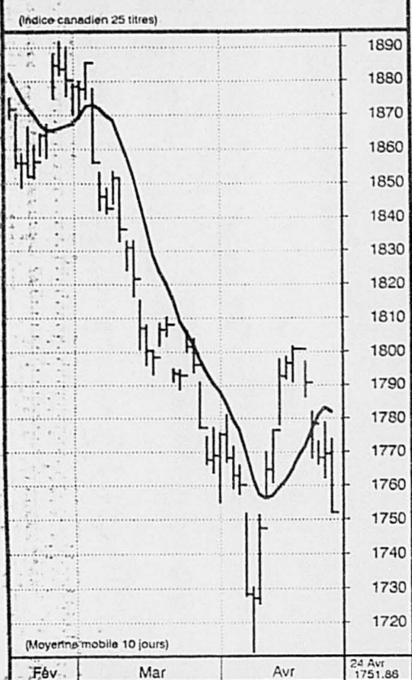
Le Rapport mondial sur le développement humain (1992) est publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. L'index de développement humain (IDH) utilisé dans ce rapport est le résultat d'une évaluation de l'espérance de vie, du niveau de scolarité et du pouvoir d'achat des habitants de 160 pays.

Canada

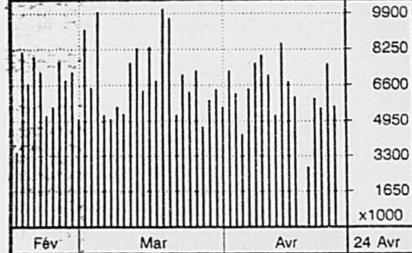
Le Canada a 125 ans. Il y a de quoi être fier.

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4560000



INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), and HYDROCARBURES (XCO).

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle. C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « h » (centaines) apparaît. Les Bourses canadiennes, la Bourse de New York et l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « z » (unités) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période. Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période. Ferm = Cours à l'arrêt des transactions.

Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à un règlementation spéciale.
f = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

BOURSE DE VANCOUVER
z = Lot brisé.
W ou w = Bon de souscription (Warrant).

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX
g = Dividende en dollars canadiens.
e = Dividende extraordinaire.

BOURSE DE NEW YORK ET AMEX (continued)

BOURSE DE MONTRÉAL

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

Table listing stock prices for various companies in Montreal.

BOURSE DE VANCOUVER

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

Table listing stock prices for various companies in Vancouver.

DYNAMIQUE pour la RÉPARTITION DE L'ACTIF

FONDS ASSOCIÉS DYNAMIQUE

Parlez à votre conseiller.

Appelez-nous pour obtenir une brochure.

(514) 393-1104 ou 1 800 363-2629

GESTION FONDS DYNAMIQUE

Table listing various dynamic funds and their performance metrics.

LES METAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN \$/TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (catégorie A)

comptant 1245,5 / 1246,5

3 mois 1245,5 / 1246,5

15 mois 1315-1325

10 000 tonnes

ETAIN (\$ US)

comptant 5875-5885

3 mois 5880-5885

15 mois 5975-6000

ventes 861 tonnes

PLOMB

comptant 298-299

3 mois 311-311,5

15 mois 336-343

ventes 1 597 tonnes

ZINC sp. (qualité super) (\$ US)

comptant 1339-1340

3 mois 1304-1305

15 mois 1240-1250

ventes 15 866 tonnes

ALUM. (qualité sup.) (\$ US)

comptant 1307-1308

3 mois 1333-1335

15 mois 1410-1420

ventes 34 337 tonnes

NICKEL (\$ US)

comptant 7425-7435

3 mois 7515-7520

15 mois 7825-7850

ventes 3 569 tonnes

LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL

Table listing international division data.

FONDS DESJARDINS ENVIRONNEMENT

10,8% Rendement annuel composé, au 27 mars 1992.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

Le rendement passé ne donne pas forcément une indication du rendement futur.

TORONTO



Table of stock market indices: 300 Composite (3349.69), Serv. Financiers (2595.56), Mines et Metaux (2990.12), Pétrole et Gaz (3042.01), Industrielles (2034.26), Aurifères (4357.56), Papières (3250.66), Consommation (6312.75), Immobilier (5534.30), Transport (4728.97), Pipelines (3386.40), Serv. Publics (3080.52), Communications (7151.87), Détail (3900.46), Gestion (3801.01).

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: 300 Composite (3349.69), Serv. Financiers (2595.56), Mines et Metaux (2990.12), Pétrole et Gaz (3042.01), Industrielles (2034.26), Aurifères (4357.56), Papières (3250.66), Consommation (6312.75), Immobilier (5534.30), Transport (4728.97), Pipelines (3386.40), Serv. Publics (3080.52), Communications (7151.87), Détail (3900.46), Gestion (3801.01).

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

Table of stock market indices: HAU FERMETURE (183.61), BAS (181.93), VOLUME (4729580), and various market statistics.

La bourse en bref

Table with 2 columns: MONTREAL and TORONTO. Rows include Volume, Vendredi, Jeudi, and Faits saillants.

Table with 2 columns: MONTREAL and TORONTO. Rows include Volume, Vendredi, Jeudi, and Faits saillants.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include 313086, 250500, 204154, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include 976400, 764731, 481353, etc.

Table with 2 columns: MONTREAL and TORONTO. Rows include Volume, Vendredi, Jeudi, and Faits saillants.

Table with 2 columns: MONTREAL and TORONTO. Rows include Volume, Vendredi, Jeudi, and Faits saillants.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include 587300, 3684500, 3394500, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include Composite, 57411, 62486, 41730, etc.

Table with 2 columns: MONTREAL and TORONTO. Rows include Volume, Vendredi, Jeudi, and Faits saillants.

Table with 2 columns: MONTREAL and TORONTO. Rows include Volume, Vendredi, Jeudi, and Faits saillants.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include 587300, 3684500, 3394500, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include Composite, 57411, 62486, 41730, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include 587300, 3684500, 3394500, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include Composite, 57411, 62486, 41730, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include 587300, 3684500, 3394500, etc.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Rows include Composite, 57411, 62486, 41730, etc.

LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies including USD, GBP, JPY, etc.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

Table of financial reports for various companies, including profits, revenues, and market movements.

FONDS MUTUELS

Table of mutual fund performance, listing various funds and their returns.

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA

Table of Canadian government bonds and their yields.

OPTIENS TRANS-CANADA

Table of Trans-Canada options and their prices.

CONTRATS A TERME

DE LA BOURSE

DE MONTREAL

Table of forward contracts and market data for Montreal.

AMERICAINE

Table of American market data and stock prices.

PROVINCIAL

Table of provincial government bonds and their yields.

CORPORATIONS

Table of corporate bonds and their yields.

1 MOIS

Acceptations Bancaires Canadiennes

3 MOIS

Acceptations Bancaires Canadiennes

1 AN

Acceptations Bancaires Canadiennes

CONTRAT A TERME

Table of forward contracts and market data.

DOLLAR

MONTREAL (PC)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

TITRES AU COMPTANT

(de Montreal)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

DOLLAR

MONTREAL (PC)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

TITRES AU COMPTANT

(de Montreal)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

DOLLAR

MONTREAL (PC)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

TITRES AU COMPTANT

(de Montreal)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

DOLLAR

MONTREAL (PC)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

TITRES AU COMPTANT

(de Montreal)

LA BOURSE

DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI